



**Sous réserve de modifications. Seul le texte prononcé fait foi.**

**Le discours on-line:**  
**[www.bundespraesident.de](http://www.bundespraesident.de)**

Berlin, 04/11/2014  
page 1 de 5

**Discours  
de Monsieur Joachim Gauck, Président fédéral  
à l'occasion de sa visite d'État dans le Grand-Duché de  
Luxembourg  
le 4 novembre 2014  
à l'Institut Pierre Werner**

Je suis heureux de me trouver parmi vous ce matin à l'Institut Pierre Werner. Ce centre est un lieu exceptionnel de rencontres et d'échanges entre le Luxembourg, la France et l'Allemagne, une maison d'amitié européenne, d'inspiration culturelle et d'apprentissage mutuel. Une institution dans le droit fil de « l'esprit de Colpach » que vous nous avez dépeint de manière saisissante, Madame Goetzinger. Je vous remercie chaleureusement de nous avoir fait voyager ainsi dans l'histoire des idées.

Si vous le voulez bien, partons donc à la recherche de cet esprit de Colpach, de cette démarche qui fait partie intégrante de l'identité luxembourgeoise depuis des décennies. Je ne souhaite pas seulement regarder vers le passé, mais aussi vers l'avant pour interroger ce que cet esprit signifie aujourd'hui pour nous, pour nous tous en Europe.

Nous l'avons entendu: dans les années 1920, durant cette brève phase de paix entre les deux guerres mondiales, des intellectuels et des responsables politiques de renom se sont rencontrés dans la résidence d'Aline et Emil Mayrisch pour lever la voix contre le nationalisme et le totalitarisme. C'étaient des hommes et des femmes ouverts sur le monde, qui désiraient une réconciliation entre l'Allemagne et la France, un ordre de paix stable sur le continent. Ils rêvaient de transformer les oppositions en diversité. Nul doute que se rencontraient à Colpach les pionniers du projet européen.

RESPONSIBLE	Ferdos Forudastan
ADRESSE	Bundespräsidialamt 11010 Berlin
TÉL / FAX	+49 30 2000-2021/-1926
COURRIEL	<a href="mailto:presse@bpra.bund.de">presse@bpra.bund.de</a>
INTERNET	<a href="http://www.bundespraesident.de">www.bundespraesident.de</a>

Certains participants ont qualifié ce bel univers européen de pays des merveilles. Mais nous le savons : Les espoirs de paix et d'entente entre les peuples ne se réalisèrent pas, du moins pas encore. La Grande Guerre qui avait éclaté en 1914, il y a exactement cent ans, ne fut pas la dernière à gorger le continent européen de sang. La Deuxième Guerre mondiale commença à peine 25 ans plus tard par l'assaut de l'Allemagne sur la Pologne. Elle déclencha une force dévastatrice encore inconnue et notre continent, frappé par l'extermination systématique des Juifs d'Europe mise en œuvre par les nationaux-socialistes, connut une rupture de civilisation sans précédent.

Les Allemands infligèrent également de grandes souffrances à la population luxembourgeoise, je souhaite le rappeler ici et maintenant. Le 2 août 1914, soit deux jours avant l'invasion de la Belgique, pays neutre, les troupes allemandes envahirent et occupèrent le Luxembourg, également neutre, sur la route de la France, livrant de nombreux habitants du Grand-Duché à la faim et à la détresse. Durant la Deuxième Guerre mondiale aussi, les militaires allemands ont occupé votre pays. Nombreux sont ceux qui furent contraints de combattre pour la Wehrmacht ou de participer au service du travail obligatoire. Des milliers de Luxembourgeois furent arrêtés ou déportés, des centaines perdirent la vie.

Nous, Allemands, ne pouvons oublier et n'oublierons pas les injustices qui furent infligées aux Luxembourgeois durant les années de guerre. Et nous ne cessons d'être reconnaissants de ce que vous nous avez offert après la guerre : C'est vous qui nous avez tendu la main en geste de réconciliation. Nous avons accepté ce cadeau avec étonnement et gratitude.

Les femmes et les hommes qui se sont engagés après 1945 pour une coopération économique, politique et culturelle en Europe étaient marqués par ces effroyables expériences historiques, par ces souffrances incommensurables. Ce qui les a réunis, c'est la soif d'un ordre politique dont les normes seraient fondées sur les droits de l'Homme et la dignité de l'individu. Ils ont cherché les moyens de pérenniser la paix et la sécurité, la liberté et la démocratie.

La création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier à laquelle ont participé le Luxembourg, la France et l'Allemagne, fut la première étape vers des institutions communes, sur la longue route d'une Europe unie.

Le Luxembourg a marqué le processus d'intégration européenne de son empreinte pendant des années. Au croisement des pays de langue allemande et romane, votre pays s'est efforcé très tôt de servir de médiateur entre la France et l'Allemagne. De nombreux Luxembourgeois, comme Joseph Bech ou encore Pierre Werner, l'un des pères de notre monnaie commune, ont été des Européens

convaincus de la première heure. Aujourd'hui encore, des responsables politiques de votre pays façonnent les institutions européennes, le cœur du droit européen bat dans votre capitale et la commune de Schengen est devenue synonyme de libre circulation européenne des personnes. Il ne fait aucun doute que le Luxembourg est un emblème de la construction européenne et que ses citoyennes et citoyens incarnent l'esprit de Colpach.

Ce qui me préoccupe, en revanche, c'est que cette mentalité, cet élan fondateur propre à l'Union européenne menace de s'essouffler dans certaines parties de l'Europe. Nous sommes face à une situation contradictoire:

D'un côté, jamais l'expérience européenne n'a été aussi intensément vécue qu'aujourd'hui. Jamais nos pays n'ont été aussi interconnectés, jamais les échanges transfrontaliers n'ont été aussi nombreux. La coopération entre le Luxembourg, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre et la Wallonie en est un exemple frappant. Mais je pense aussi, 25 ans après les révolutions qu'a connues l'Europe médiane, à l'élargissement de l'Union européenne à l'Est. C'est en particulier la jeune génération, que nous aimons à surnommer la génération Erasmus, qui se sent plus que jamais chez elle en Europe. Elle étudie, travaille et s'amuse ensemble et se trouve unie par au moins une langue.

De l'autre côté, les positions eurosceptiques donnent de la voix dans de nombreux pays, promptes à critiquer en bloc nos institutions communes. Les partis antieuropéens, qui prônent le retour à l'État-nation et souhaitent faire une croix sur la solidarité européenne, sont en vogue.

C'est une évolution que je juge dangereuse. Car il ne s'agit pas d'opérer un choix mais de concilier deux éléments : les États-nations restent indispensables en Europe, ils constituent tant une référence identitaire qu'une cellule politique de base de la démocratie. Mais isolés, les pays européens sont bien trop petits pour être des acteurs politiques influents sur la scène mondiale et vivre en sécurité. C'est désormais vrai des petits pays comme des grands : rien n'est possible sans nos voisins amis et alliés. Nos États ne pourraient plus accomplir ce que les citoyens espèrent, et même exigent, de leurs dirigeants.

J'ajouterais que nous défendons aujourd'hui en Europe des valeurs et des intérêts communs que nous ne pourrions défendre à l'échelle mondiale qu'en unissant nos forces. Les crises et les guerres qui frappent notamment notre voisinage immédiat nous rappellent que le projet pacifique européen n'est en aucun cas une idée du passé.

Le scepticisme européen révèle autre chose : Une argumentation rationnelle ne suffit pas pour rallier les sceptiques, car l'intégration européenne est un projet complexe. Ce dont nous avons besoin, c'est

d'une maison intellectuelle commune. Un toit comme celui que les Luxembourgeois, les Français et les Allemands ont cherché dans l'entre-deux-guerres et trouvé à Colpach.

Plus les institutions vieillissent, plus elles semblent naturelles aux jeunes générations. La génération d'après-guerre, marquée par les crimes de masse sur notre continent, le savait et le ressentait : l'Europe commune n'est pas une lubie de l'Histoire. Elle est une leçon de l'Histoire devenue institution, un garde-fou contre les fausses routes et les égarements.

Le sens profond de nos institutions européennes menace parfois de sombrer dans l'oubli. C'est donc l'un des défis majeurs qui nous attendent aujourd'hui et demain que d'explicitier leur raison d'être chaque fois que nous le pourrons. Nous devons regarder vers le passé et ainsi prendre la mesure du long chemin que nous avons parcouru en Europe pour arriver là où nous en sommes aujourd'hui. Nous devons transmettre à la jeune génération ce que nous savons de notre histoire commune pour consolider notre maison européenne pour l'avenir.

Cela signifie aussi qu'il nous faut nous familiariser avec les manières de voir et les perspectives de nos voisins. Nous avons en Europe, personne ne le niera, une histoire commune, mais chaque pays a aussi son propre récit. L'Histoire y est racontée comme une histoire de sa propre nation. Nous voyons d'abord les choses selon notre propre point de vue. Je souhaite que nous connaissions et respections davantage encore les perspectives des autres peuples d'Europe, leurs souffrances et leurs rêves, leurs traumatismes et leurs triomphes. Nous réussirons ainsi à rendre commun le récit de notre histoire européenne.

C'est la raison pour laquelle je suis heureux d'avoir été convié début août aux commémorations du déclenchement de la Première Guerre mondiale au Hartmannswillerkopf afin de poser la première pierre d'un mémorial franco-allemand avec le président français François Hollande. Et c'est la raison pour laquelle je suis heureux qu'existent des institutions comme l'Institut Pierre Werner. Avec ses manifestations et son engagement, il contribue au sentiment européen commun.

La génération d'après-guerre quitte lentement la scène politique. L'énergie et l'esprit visionnaire de ces fondateurs nous manquera. La prochaine génération va maintenant s'en remettre à elle-même et aux institutions et aux initiatives dont elle hérite. Un sentiment d'appartenance commune peut s'enraciner dans des lieux de connaissance de soi-même et de rencontres. Seul un climat de confiance permet à la solidarité, à l'ouverture au compromis et à la diversité culturelle de s'épanouir en Europe.

Nous ne saurions non plus ménager nos efforts pour créer un espace public européen, une agora sur laquelle les opinions puissent être échangées et débattues ouvertement par-delà les frontières.

J'appelle de mes vœux un esprit pionnier et passionné à bien des égards : Soyons courageux et osons la nouveauté, dans les médias comme dans les sciences et la culture ! L'Europe est un processus qui demande en permanence de nouvelles impulsions et de nouvelles idées, mais aussi de nouveaux forums et formats culturels dans lesquels nous pouvons expérimenter la coexistence des différences.

Le philosophe allemand Karl Jaspers, qui a également fréquenté Colpach, a dit un jour: « Mener les hommes à la liberté veut dire les amener à dialoguer. » Je souhaite que cela réussisse aussi bien sur tout le continent européen qu'ici, chez vous, à l'Institut Pierre Werner.